



# #COMPTE-RENDU

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ALPAF

**Une assemblée extraordinaire a été ouverte pour valider les nouveaux statuts de l'association liés à la création de la nouvelle association : Association Sociale Finances Logement (ASFL).**

**Les représentants CGT ont voté contre car sans hausse du budget, cette structure supplémentaire n'apportera pas d'amélioration de l'action sociale.**

### Déclaration liminaire de la CGT \_\_\_\_\_

Après la mise en place d'une économie de guerre, dans un contexte de forte inflation, perdue le temps de l'austérité. Sur la coupe budgétaire de 10 milliards d'euros annoncée par le gouvernement, le ministère de l'économie est touché à hauteur de 2 milliards.

Toujours pour faire des économies, le gouvernement s'attaque aux indemnités des chômeurs sans même avoir analysé les conséquences de la précédente réforme de l'assurance chômage. Mais quelles mesures sont prises contre la fraude fiscale et l'assistanat des entreprises (CICE, crédit impôt recherches, subventions, exonérations de cotisations sociales...) sans contrepartie sociale et environnementale qui coûtent plus de 200 milliards d'euros par an.

Cette austérité va toucher l'ALPAF puisque la subvention qui fond année après année va encore connaître une baisse puisqu'elle va passer de 9 millions à 6 millions d'euros. Certes, l'ALPAF de par sa gestion saine et les remboursements des bailleurs peut encore apporter des aides aux agents des finances mais pour combien de temps encore ? Cela ressemble fort au faible engagement des politiques publiques à lutter contre le réchauffement climatique tant que les conséquences dramatiques pour les populations ne sont pas encore massives et que les politiques libérales permettent d'enranger des profits pour une minorité de plus en plus riche.

Face à l'urgence sociale et environnementale, le programme du rassemblement national n'est porteur que de reculs des droits des salariés et des retraités. Face à la tentation de l'extrême droite, la CGT appelle les salariés et retraités à s'organiser et se mobiliser pour gagner de nouveaux droits et stopper l'accession au pouvoir de partis d'extrême droite au programme des plus anti-social et anti-démocratique.

La CGT prendra toute sa place dans cette période pour mener la bataille sur le terrain et la bataille des idées contre l'extrême droite.

Les administrations publiques et celles des Finances en particulier peinent à recruter alors que le ministère cherche à les rendre attractives. Mais au vu de la casse du statut du fonctionnaire, de la stagnation des salaires et la revalorisation misérable du régime indemnitaire, des projets de casse encore à venir tels que la fin de la fonction publique de carrière, le licenciement pour insuffisance professionnelle, etc..., il n'est pas étonnant que la fonction publique ne fasse plus rêver.

Dans ce contexte, les aides et prestations des associations de l'action sociale sont un levier indispensable pour améliorer les conditions d'existence des agents. Elles doivent être revalorisées car pour certains agents, le repas subventionné de l'AGRAF est le seul repas de la journée et dans les régions où l'accès à l'immobilier est réservé aux salaires de CSP supérieurs, les aides et prestations de l'ALPAF permettent aux agents actifs et retraités aux faibles revenus de se loger.

La CGT s'oppose à la fusion des associations de l'action sociale car même si le ministère vend la nouvelle architecture comme vecteur d'efficacité, il s'agit en fait pour la tutelle de faire des économies d'échelle ce qui n'augure pas d'améliorations des prestations. A chaque réforme qualifiée de « moderne » par les ministres, il s'est agi en fait de dégradations des conditions de travail, de suppressions d'emplois et de baisse de la qualité du service public pour les usagers.

A propos de zones inaccessibles aux agents en raison des loyers trop chers, la Corse en fait partie. Des postes de la DRFIP restent non pourvus dans cette région pour ce motif. Avez-vous reçu des demandes à ce sujet ?

Malgré l'augmentation exponentielle de constructions de logement dans de nombreuses grandes villes, bon nombre de demandes ne sont pas satisfaites. Cette situation suscite une augmentation des loyers qui éloigne les plus précaires des centres villes.

A la veille des jeux olympiques, qu'en est-il aujourd'hui des éventuelles propositions de logement aux nouveaux arrivants ?

Les différentes aides proposées aux agents actifs, étudiants, nouveaux arrivants et retraités sont une nécessité pour permettre un mieux vivre. Toutefois cette dernière catégorie ne possède pas toujours l'information pour en faire la demande ni les ressources pour en bénéficier.

Il reste à féliciter l'ALPAF sur sa gestion financière, le suivi des dossiers, sa réactivité face aux situations et sa transparence.

## Compte-rendu

---

Une baisse du montant de la subvention à l'ALPAF est d'ores et déjà actée passant de 9 à 6 millions d'euros.

### **LOGEMENTS :**

En vue de l'application de la Loi Elan, très nombreuses conventions signées avec les bailleurs sociaux ont été changées pour tenir compte de la gestion de stock en flux.

Cependant, certains bailleurs s'avèrent très en retard dans cette mise en place de la gestion en flux ce qui complexifie le travail des agents.

L'Alpaf a connu cette année de grosses difficultés sur les meublés notamment à cause des 80 meublés bloqués pour les agents des douanes affectés aux JO. Cela s'ajoute au fait que l'ALPAF ne connaît pas assez en amont le nombre de sorties d'école et que les agents ne sortent pas aussi vite que les entrants.

Finalement, 35 foyers ne seront pas affectés aux agents des douanes.

En 2023, près de 101 logements ont été réservés dont 56 en IDF.

L'Ouest de L'IDF est le plus demandé avec Paris. Montée en puissance des villes comme Montrouge, Vincennes, Saint Maurice.

Des villes comme Montreuil et Pantin commencent à être plus recherchées.

Des besoins importants de logements à Mayotte perdurent.

L'Alpaf réserve de plus en plus de logements dans les DOM, où il y a une forte tension sur l'immobilier.

L'ALPAF rappelle cependant que les Préfets sont les premiers servis lors des réservations (30% du parc).

A ce jour l'ALPAF a pu faire 53 réservations de logements en 2024.

10 logements en foyer ont été trouvés dans le 13ème pour offrir une solution à des collègues dans l'embarras.

L'ALPAF fait face à des situations difficiles notamment pour des familles monoparentales avec plusieurs enfants pour lesquelles il est très difficile de trouver le logement correspondant.

La gestion des foyers meublés est compliqué car les loyers d'inoccupation sont d'un montant élevé et parallèle-

ment, leur nombre ne suffit pas toujours lors des sorties d'école.

632 collègues ont été logés en meublés et certains ont été prolongés de 3 à 6 mois.

### **AIDES ET PRETS :**

A noter que la principale prestation reste l'aide à la première installation qui est également proposée depuis quelques années aux agents de la DRFIP ayant à subir un déménagement dans le cadre de la mise en place du Nouveau réseau de proximité et de la démétropolisation.

L'aide à la propriété et le prêt complémentaire ont connu une hausse liée au contexte de hausse des taux d'intérêts immobiliers.

L'aide pour le logement d'un enfant étudiant commence à connaître un certain succès suite à la revalorisation de son montant. En parallèle, le prêt, déjà peu attractif connaît un déclin.

L'ALPAF fait remarquer que le nombre de dossiers incomplets ne baisse pas malgré les relances des collègues de l'ALPAF.